



CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Relevé de conclusions

LUNDI 24 SEPTEMBRE 2018 A **20H00**
Salle des fêtes – Commune de Pact

ORDRE DU JOUR

I- DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE.....	3
1. Modification de l'intérêt communautaire de la compétence : politique locale du commerce et soutien aux activités commerciales d'intérêt communautaire	3
II- ENVIRONNEMENT.....	4
2. Facturation de la redevance incitative	4
3. Convention Eco mobilier	4
4. Rapport du Sictom – bilan 2017	5
III- HABITAT - LOGEMENTS	6
5. Dossiers subvention FART	6
6. Garantie d'emprunt OPAC 38.....	7
IV- TOURISME	8
7. Taxe de séjour – mise en conformité	8
8. Projet de développement du camping – demande de subvention CPAI Plaine	9
V- CULTURE	10
9. APD – mise en accessibilité du cinéma et création d'une salle de rencontres culturelles	10
VI- NOUVELLES TECHNOLOGIES	12
10. Règlement général européen sur la protection des données	12
VII- ADMINISTRATION GENERALE	13
11. Transfert compétences GEMAPI - suite.....	13
12. Tarifs ASTA –saison 2018 - 2019.....	14
VIII-INFORMATION SUR LES DECISIONS PRISES PAR LE PRESIDENT DANS LE CADRE DES DELEGATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE.....	14
IX- QUESTIONS DIVERSES	16

I- DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

RAPPORTEUR : GERARD BECT

1. Modification de l'intérêt communautaire de la compétence : politique locale du commerce et soutien aux activités commerciales d'intérêt communautaire

Vu la loi n°2015-991 du 9 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (Loi NOTRe) fixant les compétences des EPCI à fiscalité propre,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu les statuts de la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire et notamment sa compétence : politique locale du commerce et soutien aux activités commerciales d'intérêt communautaire,

Vu l'avis de la commission « Développement économique » réunie le 9 août 2018 ;

La loi de 2015 a redéfini la compétence « développement économique » en laissant le « soutien aux activités commerciales » soumis à l'intérêt communautaire.

Le conseil communautaire, peut par délibération, déterminer les actions de soutien aux activités commerciales du ressort de l'EPCI et celles qui relèveront de la responsabilité communale.

Suite à la demande des communes de Pisieu, Moissieu sur Dolon et Pact, de pouvoir leur restituer l'entretien et la gestion de leurs commerces dont elles sont propriétaires, il est proposé d'accéder à cette demande et de modifier l'intérêt communautaire de la compétence : politique locale du commerce et soutien aux activités commerciales d'intérêt communautaire.

Seront ainsi exclus de l'intérêt communautaires les commerces suivants :

- Bar restaurant multiservice à Moissieu
- Salon de coiffure à Pact
- Bar restaurant à Pisieu

Une évaluation des charges transférées du fait de la restitution de charges de l'EPCI à ses communes membres devra être évaluée.

En application de l'article L. 5214-16-IV du CGCT, l'intérêt communautaire est déterminé par simple délibération du conseil communautaire à la majorité des deux tiers. Il en résulte que l'intérêt communautaire n'a pas à figurer dans les statuts et s'applique de plein droit dès que la délibération du conseil communautaire le définissant est exécutoire.

Le conseil communautaire est invité à en délibérer afin de :

Approuver la restitution aux communes de l'entretien et la gestion des commerces suivants et dont elles sont propriétaires :

- Bar restaurant multiservice à Moissieu
- Salon de coiffure à Pact
- Bar restaurant à Pisieu

Approuver la modification de la définition de l'intérêt communautaire de cette compétence en conséquence

Autoriser le Président à signer tout document relatif à ce dossier,

Charger le Président de l'exécution de la présente délibération.

DECISIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

II- ENVIRONNEMENT

RAPPORTEUR : Claude NICAISE

2. Facturation de la redevance incitative

Vu le code général des collectivités,

Vu la délibération du 20 décembre 2010 relative à l'instauration de la redevance incitative en lieu et place de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères,

Vu la délibération du 28 juin 2010 modifiée et relative à la mise en place d'un règlement de la redevance incitative et de sa facturation,

Considérant que depuis l'instauration de la redevance incitative, la facturation de celle-ci s'effectue semestriellement à termes échus.

Considérant que la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire est en projet de fusion et qu'au 1^{er} janvier 2019 l'entité Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire aura disparu,

Considérant que la facturation du 2nd semestre 2018 devrait intervenir en début d'année 2019 et que la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire se trouverait en déficit de son compte administratif,

Afin de minimiser le déficit du compte administratif 2018, il est proposé de facturer la redevance incitative du 2nd semestre courant décembre 2018 en tenant compte d'une période de 5 mois (1^{er} juillet au 30 novembre).

La facturation du mois de décembre serait reportée sur la facturation du 1^{er} semestre 2019.

Le conseil communautaire est invité à en délibérer afin de :

Valider le principe d'une facturation du 2nd semestre 2018 courant décembre 2018 en ne tenant compte que de la période du 1^{er} juillet au 30 novembre 2018 (5 mois),

Dire que la facturation du mois de décembre sera reportée sur la facturation du 1^{er} semestre 2019 avec la nouvelle entité issue de la fusion,

Autoriser le Président à signer tout document relatif à ce dossier,

Charger le Président et le trésorier, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente délibération

DECISIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

3. Convention Eco mobilier

Vu les compétences de la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire

Vu la délibération du 22 septembre 2014 relative à la signature de la convention de collecte du mobilier avec ECO-Mobilier,

Considérant que La loi Grenelle 2 (loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010), modifiée par la loi de finances pour 2013, a créé une filière reposant sur le principe de responsabilité élargie des producteurs pour les déchets d'ameublement.

Le principe de la responsabilité élargie des producteurs vise à mobiliser les fabricants, revendeurs et distributeurs dans la politique modernisée de gestion des déchets, déployée par les collectivités

territoriales compétentes, en responsabilisant ces entreprises de deux manières : en leur confiant la gestion opérationnelle des déchets issus des produits qu'ils mettent sur le marché et en leur transférant le financement.

Le décret n° 2012-22 du 6 janvier 2012 rappelle que l'objectif premier de cette nouvelle filière est de détourner les déchets de mobilier de la décharge en augmentant la part de déchets orientés vers la réutilisation, le recyclage et la valorisation.

Eco mobilier organise la filière de collecte et de valorisation du mobilier usagé, par la réutilisation, le recyclage ou encore la valorisation énergétique.

Le 26 décembre dernier, Eco-mobilier a été ragréé en tant qu'éco-organisme en charge de la collecte des DEA auprès des détenteurs ménagers et non ménagers, pour la période 2018-2023.

Concernant le partenariat entre les Collectivités et Eco-mobilier pour cette nouvelle période d'agrément, les pouvoirs publics ont demandé à Eco-mobilier et aux associations représentatives des collectivités locales de finaliser un nouveau contrat-type dans le courant du premier trimestre 2018.

Le SICTOM, afin d'alléger la gestion de ce contrat a souhaité que chaque EPCI membre, contracte directement cette nouvelle convention avec Eco Mobilier.

Le contrat transitoire d'une durée de un an a été proposé afin de pouvoir continuer à travailler ensemble (collecte des bennes DEA + versement des soutiens financiers).

Le conseil communautaire est invité à en délibérer afin de :

Valider le contrat transitoire avec Eco Mobilier pour la collecte des bennes des déchets d'ameublement et le versement des soutiens financiers,

Autoriser le Président à signer tout document relatif à ce dossier,

Charger le Président et le Trésorier, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente délibération.

DECISIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

4. Rapport du Sictom – bilan 2017

Vu les statuts de la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire,

Conformément à ses obligations, le SICTOM adresse à la Communauté de Communes son rapport annuel sur le prix et la qualité du service public d'élimination des déchets ménagers pour l'année 2017.

Ce rapport soit être soumis au Conseil communautaire avant le 30 septembre 2018.

Le conseil communautaire est invité à en délibérer afin de :

Prendre connaissance du rapport annuel du SICTOM sur le prix et la qualité du service public d'élimination des déchets pour l'année 2017,

N'émet aucune observation.

DECISIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

III- HABITAT - LOGEMENTS

RAPPORTEUR : Claude NICAISE

5. Dossiers subvention FART

Vu les compétences de la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire,
Vu la délibération du 25 mars 2013, validant le protocole territorial d'aide à la rénovation thermique des logements privés.

Considérant que le protocole dont il est question entre le cadre du projet FART (fonds d'aide à la rénovation thermique) qui consiste à améliorer la performance énergétique de logements via une aide financière.
Considérant que la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire a souhaité contribuer à la mise en œuvre du programme « habitat mieux » et aider financièrement à hauteur de 500 €, les logements concernés par cette action et éligibles à l'aide de l'anah.

Il est donc proposé de valider les dossiers ayant obtenu l'agrément de l'Anah pour le versement d'une subvention, et de permettre le versement de la contribution de la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire à hauteur de 500 € chacun à :

- Christine ASTRUC – Commune de Jarcieu
- Yvette AVALLET – Commune de Primarette
- Guy LAMBERT – Commune de Revel Tourdan
- Eric Mourier & Dominique PUPAT (2 dossiers) – Commune de St Barthélémy
- Evgeni MITKOV – Commune de Beaurepaire

Le conseil communautaire est invité à en délibérer afin de :

Approuver la validation Anah des dossiers éligibles susvisés pour le versement d'une subvention dans le cadre de l'amélioration de la performance énergétique des logements,

Décider de verser 500 euros pour chacun des dossiers suivants :

- Christine ASTRUC – Commune de Jarcieu
- Yvette AVALLET – Commune de Primarette
- Guy LAMBERT – Commune de Revel Tourdan
- Eric Mourier & Dominique PUPAT (2 dossiers) – Commune de St Barthélémy
- Evgeni MITKOV – Commune de Beaurepaire

Dire que les crédits seront prévus au budget primitif,

Autoriser le Président à signer tout document relatif à ce dossier,

Charger le Président et le Trésorier, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente délibération.

DECISIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

6. Garantie d'emprunt OPAC 38

Vu les compétences de la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire,
Vu l'article L 5111-4 et les articles L5214-1 et suivantes du code général des collectivités territoriales,
Vu l'article 2298 du Code civil,
Vu la délibération du 26 septembre 2016 relative à la fixation du taux de garantie de la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire pour les logements sociaux et très sociaux,

Considérant que la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire est partenaire, depuis quelques années, des bailleurs sociaux opération sur son territoire, avec notamment l'apport d'un soutien au secteur du logement social à travers l'octroi de garanties d'emprunt.

Considérant que la gratuité de cette garantie permet ainsi aux bailleurs d'assurer les niveaux de loyers bas du secteur du logement social.

Considérant que la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire a fixé le taux de garantie de la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire à 55 % pour les logements sociaux et 40% pour les logements très sociaux.

La Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire est sollicitée par l'OPAC 38. Ces derniers souhaitent réduire partiellement l'impact de la baisse des loyers imposés par la loi de finances 2018 qui se traduit pas une baisse de ressources pour les bailleurs sociaux.

La caisse des dépôts et consignations accompagnant les bailleurs, leur propose d'allonger une partie de la dette qu'elle détient.

L'OPAC 38 sollicite la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire afin qu'un allongement de 5 ans puisse être réalisé sur les garanties précédemment accordées pour des opérations de construction neuve et réhabilitation du parc implanté sur le territoire.

Le conseil communautaire est invité à en délibérer afin de :

Valider les dispositions suivantes :

1 - Le garant réitère sa garantie pour remboursement de chaque ligne du prêt réaménagée, initialement contractée par l'emprunteur auprès de la Caisse des dépôts et consignations, selon les conditions définies à l'article 2 et référencée(s) à l'Annexe « Caractéristiques Financières des Lignes du Prêt Réaménagées ».
La garantie est accordée pour chaque ligne du prêt réaménagée, à hauteur de la quotité indiquée à l'Annexe précitée, et ce jusqu'au complet remboursement des sommes dues (en principal, majoré des intérêts, intérêts compensateurs ou différés, y compris toutes commissions, pénalités ou indemnités pouvant être dues notamment en cas de remboursement anticipé) ou les intérêts moratoires qu'il aurait encourus au titre du(des) prêt(s) réaménagé(s).

2- Les nouvelles caractéristiques financières de la(des) ligne(s) du prêt réaménagée(s) sont indiquées, pour chacune d'entre elles, à l'Annexe « caractéristiques financières des lignes de prêt réaménagées » qui fait partie intégrante de la présente délibération.

Concernant la(les) ligne(s) du prêt réaménagée(s) à taux révisables indexée(s) sur le taux du Livret A, le taux du livret A effectivement appliqué à ladite(auxdites) ligne(s) du prêt réaménagée(s) sera celui en vigueur à la date de valeur du réaménagement.

Les caractéristiques financières modifiées s'appliquent à chaque ligne du prêt réaménagée référencée à l'Annexe à compter de la date d'effet de l'avenant constatant le réaménagement, et ce jusqu'au complet remboursement des sommes dues.

A titre indicatif le taux du livret A au 29/06/2018 est de 0,75%.

3 – La garantie de la collectivité est accordée jusqu'au complet remboursement des sommes contractuellement dues par l'emprunteur, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la caisse des dépôts et consignations, le garant s'engage à se substituer à l'emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

4 – la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire s'engage jusqu'au complet remboursement des sommes contractuellement dues à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour en couvrir les charges.

Autoriser le Président à signer tout document relatif à ce dossier,

Charger le Président et le Trésorier, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente délibération.

DECISIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

IV- TOURISME

RAPPORTEUR : Mireille BOUVIER

7. Taxe de séjour – mise en conformité


Vu les compétences de la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire,

Vu la loi de finances rectificative pour 2017 introduisant la taxation proportionnelle pour les hébergements sans classement ou en attente de classement à compter du 1^{er} janvier 2019.

Vu la délibération du 24 février 2014 et la délibération du 12 mars 2015 relative à la taxe de séjour sur le territoire de la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire,

Considérant que les collectivités doivent adopter un taux compris entre 1 % et 5 % qui sera appliqué au coût de la nuitée par personne.

Il est proposé la grille tarifaire suivante applicable à compter du 1^{er} janvier 2019 :

NATURE D'HÉBERGEMENTS	Tarifs de la taxe de séjour par personne et par nuitée		
			Total
Hôtels de tourisme 4 étoiles luxe et 4 étoiles Résidences de tourisme 4 étoiles Meublés de tourisme 4 et 5 étoiles / Gîtes 4 épis Tous les autres établissements présentant des caractéristiques de classement touristiques équivalentes	1 €	0,10 €	1,10 €
Hôtels de tourisme 3 étoiles Résidences de tourisme 3 étoiles Meublés de tourisme 3 étoiles Tous les autres établissements présentant des caractéristiques de classement touristiques équivalentes	0,75 €	0,08 €	0,83 €
Hôtels de tourisme 2 étoiles Résidences de tourisme 2 étoiles Meublés de tourisme 2 étoiles Villages vacances 4 et 5 étoiles, Tous les autres établissements présentant des caractéristiques de classement touristiques équivalentes	0,60 €	0,06 €	0,66 €
Hôtel de tourisme 1 étoile Résidences de tourisme 1 étoile Meublés de tourisme 1 étoile	0,45 €	0,05 €	0,50 €

Villages vacances 1, 2 et 3 étoiles, Chambres d'hôtes, Emplacement dans les aires de camping-cars et des parkings touristiques par tranche de 24 heures Tous les autres établissements présentant des caractéristiques de classement touristiques équivalentes			
Hôtels et résidences de tourisme, villages vacances en attente de classement ou sans classement Meublés de tourisme et hébergement assimilés en attente de classement ou sans classement	2,5% du coût de la nuité	1/11è	
Terrains de camping et terrains de caravanage classés en 3, 4 et 5 étoiles et tout autre terrain d'hébergement de plein air de caractéristiques équivalentes	0,35 €	0,04 €	0,39 €
Terrains de camping et terrains de caravanage classés en 1 et 2 étoiles et tout autre terrain d'hébergement de plein air de caractéristiques équivalentes, ports de plaisance	0,20 €	0,02 €	0,22 €

Le conseil communautaire est invité à en délibérer afin de :

Valider la grille tarifaire relative à la taxe de séjour applicable à compter du 1^{er} janvier 2019,

Autoriser le président à signer tout document relatif à ce dossier,

Charger le Président et le Trésorier de l'exécution de la présente délibération

DECISIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

8. Projet de développement du camping – demande de subvention CPAI Plaine

Vu les compétences de la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire,

Vu la délibération du 25 septembre 2017 relative au projet d'aménagement du camping,

La Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire est devenue propriétaire d'une parcelle en 2018 pour agrandir le terrain de camping actuel.

La collectivité souhaiterait missionner un cabinet d'étude pour apporter un complément d'information à l'étude fournie par le chèque expertise Région afin de travailler sur l'optimisation du terrain de camping en termes de type d'hébergement complémentaire mais aussi d'espaces de vie, de rencontre, pour préciser les implantations de tous ces éléments structurants.

À la suite de cette étude, des investissements pourront être engagés pour de nouvelles habitations légères de loisirs notamment à destination d'une clientèle vélo pour faire écho à l'étude en cours avec le Département (relier la V63 et la Via Rhôna) mais aussi pour pouvoir développer des offres commerciales via l'accueil de groupe, d'événements familiaux, sportifs.

Le Département a mis en place, en juin 2017, le Contrats de Performance des Alpes de l'Isère Plaine (CPAI Plaine), avec comme objectif de développer les séjours isérois.

Dans ce cadre, il est proposé de solliciter le département pour l'octroi d'une subvention via le CPAI Plaine à hauteur de 70 000 € pour le financement de la phase 2 du projet camping.

Il est également proposer de lancer l'étude complémentaire.

Le conseil communautaire est invité à en délibérer afin de :

Approuver le lancement de l'étude complémentaire relative à l'optimisation de la structure du camping à Beaurepaire,

Autoriser le Président à solliciter tout financeur potentiel et notamment le département dans le cadre du CPAI Plaine,

Autoriser le Président à signer tout document relatif à ce dossier,

Charger le Président et le Trésorier, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente délibération

V- CULTURE

RAPPORTEUR : Sylvie DEZARNAUD

9. APD – mise en accessibilité du cinéma et création d’une salle de rencontres culturelles

Comme il en a déjà été discuté lors de la séance du conseil communautaire du 25 juin, présentation de l’APD et décision à prendre sur la poursuite du projet de mise en accessibilité et de l’option de création d’une salle de rencontres culturelles.

COUT TRANCHE FERME + TRANCHE OPTIONNELLE

Postes de dépenses	Estimatif programme HT	APD HT
Coût travaux bâtiment – tranche ferme (accessibilité)	457 000,00 €	498 376,00 €
Coût travaux bâtiment – tranche optionnelle (salle de rencontres)	195 000,00 €	241 224,00 €
Maîtrise d’œuvre – tranche ferme	78 795,00 €	74 756,40 €
Maîtrise d’œuvre – tranche optionnelle	19 305,00 €	36 183,60 €
Ingénierie / études – missions SPS – contrôle technique – OPC	19 560,00 €	37 700,00 €
Imprévus	65 200,00 €	73 960,00 €
Assurance dommages ouvrage (estimation)	6 500,00 €	6 500,00 €
Remplacement fauteuils salles 1 et 2	74 000,00 €	74 000,00 €
Dépose et remplacement d’un écran	10 370,00 €	10 370,00 €
Installation de systèmes d’adaptation des films aux handicaps sensoriels (vue et ouïe)	8 330,00 €	8 330,00 €
Aménagements extérieurs (hors parking arrière bâtiment)		62 444,00 €
TOTAL HT	993 760,00 €	1 123 844,00 €
TOTAL TTC	1 120 512,00 €	1 348 612,80 €

PLAN DE FINANCEMENT

Financeurs	Montant
DETR sur travaux cinéma	109 841,00 €
DETR sur salle culturelle	44 031,00 €
FSIL	Rien sollicité
Département – travaux cinéma	150 000,00 €
Département – salle de rencontres	99 070,00 €
Région (CAR)	100 000,00 €
CNC (fond de soutien et aide sélective) – estimation	240 000,00 €
TOTAL AIDES	742 942,00 €
Financement C.C.T.B	380 902,00 € HT

Ou

COUT TRANCHE FERME SEULE

Postes de dépenses	APD HT
Coût travaux bâtiment – tranche ferme (accessibilité)	498 376,00 €
Maîtrise d'œuvre – tranche ferme	74 756,40 €
Ingénierie / études – missions SPS – contrôle technique – OPC (proratisé)	25 403,97 €
Imprévus	49 837,60 €
Assurance dommages ouvrage (estimation et proratisé)	4 380,00 €
Remplacement fauteuils salles 1 et 2	74 000,00 €
Dépose et remplacement d'un écran	10 370,00 €
Installation de systèmes d'adaptation des films aux handicaps sensoriels (vue et ouïe)	8 330,00 €
Aménagements extérieurs (hors parking arrière bâtiment)	89 529,00 €
TOTAL HT	834 982,97 €
TOTAL TTC	1 001 979,56 €

PLAN DE FINANCEMENT

Financeurs	Montant
DETR sur travaux cinéma	109 841,00 €
Département – travaux cinéma	150 000,00 €
Région (CAR)	100 000,00 €
CNC (fond de soutien et aide sélective) – estimation	195 674,00 €
TOTAL AIDES	555 515,00 €
Financement C.C.T.B	279 467,97 € HT

Le Conseil communautaire est invité à en délibérer afin de :

Décider de lancer les travaux de la tranche ferme

Valider l'avant-projet détaillé arrêtant le montant définitif du coût prévisionnel des travaux à 498 376 € HT et portant le coût de l'opération à 845 797,73€ HT,

Dire que l'implantation de la salle de rencontres culturelles n'est pas abandonnée mais nécessite un travail complémentaire,

Valider le plan de financement tel que présenté,

Autoriser le Président à solliciter les subventions correspondantes,

Fixer conformément à l'article 8 du CCAP du marché de maîtrise d'œuvre la rémunération de l'architecte pour les travaux de mise en accessibilité du cinéma à 85 571,16 € HT, (taux de 17,17 %)

Autoriser le Président à signer tout document relatif à ce dossier,

Autoriser le Président à signer la demande de permis de construire correspondante à la mise en accessibilité du cinéma et également à la création de la salle de rencontres culturelles,

Charger le Président et le Trésorier, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente délibération.

DECISIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

VI- NOUVELLES TECHNOLOGIES

RAPPORTEUR : Elisabeth TYRODE

10. Règlement général européen sur la protection des données

Le Règlement Général Européen sur la Protection des Données (RGPD) a été adopté le 14 avril 2016. Il est le socle de la réglementation applicable en matière de données personnelles.

L'ensemble des administrations et entreprises utilisant des données personnelles sont tenues de s'y conformer à compter du 25 mai 2018.

Ce texte intègre une nouvelle approche : la responsabilisation des acteurs. Il appartiendra aux collectivités de prendre toutes les mesures nécessaires afin d'assurer une protection optimale des données personnelles qu'elles utilisent.

Il en découle l'obligation :

- de nommer un délégué à la protection des données, le DPD (mutualisable),
- d'établir une cartographie de tous les traitements, flux et circuits de données personnelles,
- de mettre en place un plan d'actions pour mettre en conformité les traitements qui ne le sont pas,
- de tenir à jour un registre des traitements (détaillé).

En outre, le RGPD impose que dès la création d'un traitement ou service, la protection des données personnelles soit prise en compte.

Cela induit de minimiser autant que possible la collecte de données personnelles nécessaires à la finalité du service, de déterminer leur durée de conservation, de préparer les mentions d'information et le recueil du consentement des intéressés.

En cas de traitements susceptibles d'engendrer des risques élevés pour les droits et libertés des personnes, il y aura lieu de réaliser des analyses d'impact sur la protection des données (PIA).

En outre, en cas de fuite de données, la collectivité devra, sauf adaptation prévue par la loi française, notifier auprès de la CNIL la violation de son système dans un délai de 72 heures, et en informer corrélativement les personnes dont les données figuraient dans les traitements.

La CNIL effectuera un contrôle à postériori. Cela induit que les collectivités devront être en mesure de prouver à tout moment :

- que tout est mis en œuvre pour garantir la vie privée des usagers et des agents,
- qu'elles se trouvent en conformité avec le RGPD.

Une documentation fournie et à jour devra être disponible : registre des traitements, PIA, contrats avec les sous-traitants, procédures d'information des personnes, etc.

En cas de manquements, le texte prévoit des amendes et sanctions administratives et pénales très lourdes.

Cette mise en conformité va générer de fortes charges de travail ainsi qu'un coût conséquent. En outre les collectivités ne disposent pas toutes des moyens tant financiers qu'humains, nécessaires à ces travaux.

La mutualisation de cette démarche semble être un moyen pertinent d'optimiser les compétences requises et les coûts générés.

La Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire propose de mutualiser ses ressources ainsi que son Délégué à la Protection des Données.

Les projets de convention, de lettre de mission et de charte d'engagement du DPO sont joints en annexe.

Le conseil communautaire est invité à en délibérer afin de :

Valider la création de la fonction de délégué à la protection des données conformément au Règlement Général Européen sur la Protection des Données

Désigner le délégué à la protection des données suivant : Nom : PETIT - Prénom : Karine

Valider la lettre de mission ci-annexée,

Valider la convention à intervenir avec les communes membres pour la mutualisation du délégué à la protection des données,

Valider la charte d'engagement du DPD ci-jointe,

Autoriser le Président à signer la convention ci annexée et tous actes afférents à ce projet,

Charger le Président de l'exécution de la présente délibération.

DECISIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

VII- ADMINISTRATION GENERALE

RAPPORTEUR : Christian NUCCI

11. Transfert compétences GEMAPI - suite

Vu les statuts de la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire,

Vu les délibérations du 25 septembre 2017 et du 8 avril 2018 relatives à la compétence Gemapi,

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment son article 5211-17 relatif aux transferts de compétence des communes vers les EPCI ;

Vu le code de l'environnement, et notamment son article L 211-7 relatif aux domaines pour lesquels les collectivités locales et leurs groupements sont habilités à agir en matière de gestion de l'eau et des rivières ;

La Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire s'est engagé dans le projet de restructuration de l'ensemble des compétences du grand cycle de l'eau visées au L211-7 du Code de l'Environnement, par la fusion des quatre syndicats de rivières existants (4 vallées, Bièvre Liers Valloire, Varèze, Sanne) au sein d'un nouveau syndicat mixte, le SIRRA (syndicat isérois des rivières - Rhône aval). Ce syndicat sera constitué de 6 EPCI et du Département.

Ce syndicat se verra ainsi transférer la compétence GEMAPI (items 1°, 2°, 5°, 8 du L211-7 du CE) et les compétences facultatives (items 4°, 6°, 7°, 11°, 12°) qui seront exercées sur le territoire des affluents isérois du Rhône à l'aval de Lyon. Cette démarche a pour intérêt de mutualiser les moyens humains et techniques en vue d'une mise en œuvre efficace des programmes d'actions arrêtés par les territoires

La première étape de ce processus, qui a fait l'objet de la délibération susvisée a visé à harmoniser les compétences des EPCI par le transfert des compétences 4°, 6°, 7°, 11°, 12° du L 211-7 détenues par les communes aux EPCI.

La majorité qualifiée des conseils municipaux de nos communes membres a été atteinte, conduisant à la publication de l'arrêté portant modification statutaire de notre EPCI, arrêté du 8 décembre 2017. L'atteinte de ce premier objectif montre la très large adhésion des élus locaux au projet de création du SIRRA. A l'issue de cette étape, les EPCI disposent de l'ensemble des compétences liées aux rivières et aux milieux associés. L'objet de la présente délibération est de finaliser la deuxième étape en actant le transfert des compétences Gemapi visées au 1°, 2°, 5°, 8° du L211-7 du Code de l'Environnement et en accordant le transfert des compétences mentionnées aux 4°, 6°, 7°, 11° et 12° du même article des EPCI à chacun des syndicats Bièvre Liers Valloire, Varèze et Sanne.

La troisième étape, cet automne, sera celle de l'adhésion des 4 syndicats de rivières et du Département au SIRRA, permettant ensuite au Préfet d'acter la création du syndicat unifié au 1^{er} janvier 2019.

Le conseil communautaire est invité à en délibérer afin de :

Accepter le transfert des compétences Gemapi visées aux items 1°, 2°, 5°, 8° de l'article L211-7 du Code de l'Environnement aux syndicats Bièvre Liers Valloire, Varèze et Sanne;

Accepter le transfert des compétences complémentaires, des items 4°, 6°, 7°, 11° et 12° de l'article L.211-7 du Code de l'Environnement aux syndicats Bièvre Liers Valloire, Varèze et Sanne :

Autoriser et charger le Président de notifier cette délibération à Messieurs/Mesdames les Présidents des syndicats concernés ;

Demander à Monsieur le Préfet de l'Isère de prendre un arrêté préfectoral adoptant la révision statutaire des syndicats en actant les transferts susvisés, sans attendre la fin du délai de consultation, dès que les conditions de majorité qualifiées sont réunies.

DECISIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

12. Tarifs ASTA –saison 2018 - 2019

L'ASTA est une association loi 1901, qui propose un large éventail d'activités sportives aux seniors d'au moins 50 ans, du département de l'Isère, notamment des cours de gymnastique.

La pratique de ces activités s'effectue dans un contexte relationnel d'amitié, d'entraide et de solidarité.

La Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire prend en charge le coût des cours de gymnastique organisés par cette association pour les seniors.

Chaque senior règle une adhésion à l'ASTA.

De plus, les résidents hors canton, doivent verser une participation à la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire.

Le tarif de 35 € est proposé.

En 2017-2018, il y a 133 adhérents sur ces 133, 5 sont extérieurs au territoire de Beaurepaire et au pays roussillonnais et 3 sont issus du pays roussillonnais.

Le conseil communautaire est invité à en délibérer afin de :

Approuver les conditions de la collaboration avec l'association ASTA telles que susvisées,

Approuver le tarif 2018/2019 tel qu'énoncé ci-dessus,

Autoriser le Président à signer tout document relatif à ce dossier,

Charger le Président et le Trésorier, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente délibération.

DECISIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

VIII- INFORMATION SUR LES DECISIONS PRISES PAR LE PRESIDENT DANS LE CADRE DES DELEGATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Vu la délibération du 28 septembre 2015 modifiée relative aux délégations de pouvoir données au Président par le Conseil communautaire,

Dans le cadre de la délégation accordée au Président de la Communauté de Communes, les décisions prises en vertu de cette délégation, et notamment celles

- concernant les MAPA dont le montant est inférieur à 90 000 € HT doivent faire l'objet d'une information.
- Concernant la conclusion de baux simples tels que bail commercial ou simple location
- Concernant dans la limite de 1 000 000 € à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget
- Concernant l'exercice au nom de la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire des actions en justice ou la défense dans les actions intentées à son encontre
- Décider de la conclusion de convention de gestion sans incidence financière pour le budget intercommunal

Présentation des décisions passées en juillet et août 2018 :

Date	Objet	Montant HT
9 juillet	DECI 40 Signalétique des ZA	7 435,86 € Entreprise Eco Deco
11 juillet	DECI 41 Acquisition de postes informatiques, douchettes et imprimantes pour doter les bibliothèques du réseau	10 332,00 € Entreprise RC Informatique
13 juillet	DECI 42 Mission de contrôle technique – mise en accessibilité du cinéma et création d'une salle de rencontres culturelles	6 075,00 € Entreprise Socotec
13 juillet	DECI 43 Mission SPS – mise en accessibilité du cinéma et création d'une salle de rencontres culturelles	1 620.00 € Entreprise SRC
19 juillet	DECI 44 Bail professionnel – maison de santé	Loyer 571,68 €/mois Mme Oprea (chirurgien-dentiste)
19 juillet	DECI 45 Maison de santé pluri professionnelle – cabinet dentaire-travaux de plomberie	7 386,00 € Entreprise Ruol
19 juillet	DECI 46 Maison de santé pluri professionnelle – cabinet dentaire-travaux d'électricité	13 451,00 € Entreprise Poipy
19 juillet	DECI 47 Maison de santé pluri professionnelle – cabinet dentaire-travaux carrelage – faïence	5 477,90 € Entreprise Carrot
19 juillet	DECI 48 Maison de santé pluri professionnelle – cabinet dentaire-travaux de plâtrerie / peinture	18 759,50 € Entreprise Valloire déco
19 juillet	DECI 49 Maison de santé pluri professionnelle – cabinet dentaire-travaux de maçonnerie	10 246,50 € Entreprise Normand
19 juillet	DECI 50 Avenant au bail professionnel de location – Maison de santé	Modification lieu et jour d'exercice profession Mme Villard – diététicienne/nutritionniste
23 juillet	DECI 51 Achat d'une remorque pour les services techniques	2 2067,97 € Entreprise Distribution service
2 août	DECI 52 Avenant n°1 – mission de maîtrise d'œuvre pour le programme voirie 2018	8 233,45 € Entreprise Ailpé (au lieu de 9 047,75 € estimé)

3 août	DECI 53 Avenant n°1 – mission de contrôle technique – construction et transformation d’une école et restauration partielle du château de Montseveroux	1 150,00 € Entreprise Qualiconsult
10 août	DECI 54 Renouvellement du bail de courte durée	Renouvellement du 1 ^{er} septembre 2018 au 28 février 2019 Société SARL Troc Mat Troc Loc
16 août	DECI 55 Etude du transfert de la compétence eau potable et assainissement à l’échelle du futur territoire communautaire	6 147,50 € Société KPMG
16 août	DECI 56 Remplacement d’un poteau incendie accidenté à Cour et Buis	3 089,59 € Syndicat mixte des eaux Dolon Varèze
20 août	DECI 57 Mise en conformité de l’alimentation haute tension Friche Pichon	5 512,91 € Société ENEDIS

Le conseil communautaire est invité à en délibérer afin de :
Prendre acte des présentes décisions

DECISIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

IX- QUESTIONS DIVERSES